

Trudeau semonce les libéraux et les avise du danger



L'unité canadienne est en danger, affirme le premier ministre Trudeau.

TORONTO (PC) — Devant des membres du Parti libéral réunis à Toronto, samedi, le premier ministre, M. Pierre Trudeau, a lancé l'avertissement selon lequel l'existence du Canada était menacée par la controverse sur le bilinguisme.

Il a dit carrément aux libéraux fédéraux de l'Ontario d'oublier les tactiques à court terme destinées à mieux faire connaître le parti, pour se concentrer sur les questions impopulaires, mais essentielles à ses yeux, sur le bilinguisme et sur la situation économique.

"Il en va du salut du Parti libéral et peut-être même du Canada", a-t-il déclaré à quelque 500 partisans libéraux, parmi lesquels se trouvaient la plupart des 56 députés ontariens et plusieurs ministres du cabinet.

Ce coup de semonce a surpris les libéraux de même que les adjoints et les conseillers de M. Trudeau, d'autant plus qu'il a été tiré peu avant la fin d'une tournée de trois jours que le premier ministre a effectuée dans le sud de l'Ontario, et au cours de laquelle il avait tenu des propos rassurants.

Ce n'est pas la première fois que le premier ministre tenait des propos aussi pessimistes.

Il faut se rappeler que le 25 juin dernier, à la Chambre des Communes, M. Bourassa avait déclaré, certes en des termes différents, que le Canada était poussé dans une crise aussi grave que celle de la conscription en 1942.

Samedi à Toronto, il déclarait que le présent dilemme auquel est confronté le Parti libéral est identique à celui auquel devait faire face le gouvernement de William Lyon McKenzie King lors de la profonde crise divisant francophones et anglophones sur la question de la conscription.

Cependant, affirmait aussi M. Trudeau, sans pourtant dire que la situation actuelle est plus grave, la différence est dans le fait que les Québécois ont maintenant une alternative politique.

M. Trudeau qui d'habitude minimise l'importance du Parti québécois, a déclaré que la présente crise pourrait laisser entrevoir à plusieurs Québécois qu'il se présente une alternative pour eux.

Sans texte

"Je ne l'ai jamais vu faire une chose pareille", a dit un dirigeant libéral de Toronto après le discours de M. Trudeau, prononcé sans texte ni notes.

Plusieurs députés au sein du caucus libéral, fort de 138 membres, ont dit ne pas se rappeler avoir déjà entendu M. Trudeau parler aussi carrément. Selon certains, le ton de son discours traduit la baisse de popularité qu'a subie le parti à cause du bilinguisme et du programme de lutte contre l'inflation.

M. Trudeau a lancé un ultimatum aux libéraux. Attardez-vous davantage, leur a-t-il dit, à défendre la politique sur le bilinguisme, même au risque de devenir encore plus impopulaire, ou alors at-

tendez-vous à devenir le parti au pouvoir qui verra l'effondrement de la Confédération.

En dehors du Québec et de l'Ontario, a-t-il déclaré, les libéraux sont devenus un tiers parti et ils doivent compter sur l'appui traditionnel du Québec pour conserver le pouvoir.

"Nous avons perdu le contact avec une grande partie de la population, notamment à l'ouest de la frontière ontario-manitobaine, dit-il. Dans plusieurs régions du pays nous existons comme tiers parti."

Efforts lamentables

Les efforts destinés à redorer la caisse du parti sont lamentables en Ontario et la situation est pire ailleurs. Le parti recrute toujours beaucoup de jeunes Canadiens mais, de l'avis de M. Trudeau, cela ne suffit pas.

Nombre d'organisations libérales provinciales ont rompu avec le parti fédéral, laissant les libéraux d'Ottawa défendre à eux tout seuls la ligne politique dure du gouvernement. Les libéraux fédéraux, ajoute M. Trudeau, ne peuvent pas se permettre d'abandonner leurs engagements en matière de bilinguisme ou de freiner le programme de lutte contre l'inflation, simplement pour apaiser les électeurs.

Si une telle chose arrivait, dit-il, le séparatisme québécois deviendrait encore plus fort, ce qui menacerait l'existence du Canada en tant que pays.

"Je ne veux pas être alarmiste mais le temps presse", a dit M. Trudeau.

Elections: la décision de Bourassa dépend d'Ottawa

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

LA POCATIERE — Le choix que fera le premier ministre Trudeau, au cours des prochaines semaines, entre l'alternative d'accepter de participer à une nouvelle rencontre fédérale-provinciale ou de procéder de façon unilatérale au rapatriement de la Constitution, pourrait bien s'avérer déterminant dans la décision du premier ministre Bourassa de déclencher ou non une élection, au Québec.

De retour de Toronto et présent au congrès de la région des Alléghans du Parti libéral québécois, hier, à Rivière-du-Loup, M. Bourassa a multiplié les réponses évasives sur le sujet brûlant d'un appel au peuple à brève échéance.

L'insistance qu'il a mise toutefois à qualifier de moment d'extrême importance et de "période historique pour le Québec", la "minute de vérité" qui ne saurait plus tarder sur la question constitutionnelle, et surtout sur la sécurité des droits culturels du Québec, laisse présager qu'il s'agit là d'un atout décisif dans l'incertitude actuelle.

Dans cette même veine, face aux multiples questions cherchant à lui soutirer un indice sur ses intentions, c'est encore sur un rappor-

tement de l'identification possible du problème constitutionnel à celui d'un recours à un scrutin provincial que M. Bourassa a semblé démontrer le plus d'embaras et d'hésitation.

La réponse du premier ministre, à savoir si le gouvernement du Québec ressentait le besoin d'une consultation préalable de la population, pour cerner davantage la volonté ou le consensus des Québécois sur les garanties essentielles à préserver, n'est venue que par un ricochet perplexe aux thèmes dominants sur lesquels le Parti libéral du Québec a insisté lors des deux élections précédentes; soit la croissance économique en 1970, et le bilan positif de quatre années de pouvoir, à la fin de 1973.

Sans autre transition, M. Bourassa a alors de nouveau enchaîné sur l'impact historique qui résultera pour le Québec de l'attitude de M. Trudeau à l'égard d'une dernière conférence fédérale-provinciale sur la question constitutionnelle ou sur son maintien de l'option d'un rapatriement unilatéral.

Avant ou après 1977

Par ailleurs, à deux reprises, M. Bourassa s'est défendu d'expressions qui lui ont échappé comme pouvant donner lieu à l'interprétation qu'il pensait à une élection prochaine.

Se référant d'une part à la "psychose électorale" entretenue par les déclarations

des dirigeants péquistes, M. Bourassa a fait l'observation qu'ils avaient pourtant eu leur leçon en 1970 et en 1973, et que la seule issue réservée au Parti québécois était de se retrouver perdant "dans une élection en 1977". Il devait s'empressement d'ajouter: "Avant ou après 1977".

Dans une autre intervention ayant trait à l'équipement physique du CEGEP de La Pocatière, le premier ministre devait d'autre part remarquer qu'il aura l'occasion d'en reparler lors "d'une prochaine visite dans la région", ajoutant de nouveau qu'il n'y avait pas lieu d'en faire une interprétation abusive de ses intentions.

Vigilance et prudence

Concernant par ailleurs la

position du Québec à l'égard du problème constitutionnel, M. Bourassa a remarqué que cette position restait toujours la même, celle d'une attitude fédéraliste et d'accord pour le rapatriement de la constitution, mais à certaines conditions, notamment en ce qui concerne l'équilibre et des sécurités additionnelles au domaine culturel, ainsi qu'au secteur du partage des pouvoirs financiers.

En cette période de tension particulière au pays, M. Bourassa a surtout insisté sur la nécessité pour le gouvernement du Québec d'exercer une vigilance et une prudence extrêmes, étant donné les conséquences capitales, pour la survie du Québec et du Canada, qui résulteraient des décisions prises à ce sujet d'ici à quelques mois.



Par ailleurs, à l'instar du président du PLQ, M. Benoit Payeur, le premier ministre Bourassa s'en est pris violemment à cet autre exemple d'hypocrisie qu'aurait donné

le Parti québécois ces jours derniers, au sujet de l'application de la loi électorale, dans le cas du droit de vote des étudiants ramené au lieu de résidence permanente.

"Ils ont le culot de faire des reproches au gouvernement quand on sait qu'ils ont voté solidairement cette même loi électorale", a-t-il notamment remarqué.

construction et rénovation
paul a. émond
529-1712
entrepôts • magasins • bureaux • résidences
MICHEL ÉMOND DÉCORATEUR-ENSEMBLIER

un nouveau service

Roger Simard
président

Andrée Roy Albert
directrice des communications graphiques

Notre service de communications graphiques (conception, composition, montage et impression) doublé de notre agence de placements publicitaires dans tous les médias d'information, est sous la direction de Mme Andrée Roy Albert. L'originalité, la qualité, le service et les coûts sont prioritaires. Notre travail est garanti. Estimés gratuits.

ROGER SIMARD
ET ASS.

809 boul. des chutes, BEAUPORT G1E 2C5, tél.: 661-7733

SPECIAL D'OCTOBRE

Tous les
PANIERUS
SUSPENDUS
en magasin

20% D'ESCOMPTE

PLANTARYNA
630, rue St-Jean, Québec - 529-3064

DEVENEZ VOTRE PROPRE PATRON !

Nous recherchons des hommes d'action comme concessionnaires exclusifs pour les régions suivantes: Ville de Québec et sa région, Rimouski et la Gaspésie, la Côte-Nord, Saguenay - Lac-Saint-Jean et l'Abitibi. Certains de ces territoires peuvent être exploités à temps partiel.

Nous désirons rencontrer des candidats qui sont intéressés à faire \$15,000 à \$35,000 par année dépendant de la grandeur de leur territoire. Etablis il y a 25 ans, nous sommes les uniques fabricants d'un sensationnel et extraordinaire appareil de santé et de conditionnement physique. Des milliers d'hommes et de femmes de tous âges sont attirés par la publicité de ce merveilleux programme d'exercices à domicile et demandent qu'on leur fasse une démonstration et sont prêts à acheter. La publicité dans les journaux prépare la vente. Il n'y a pas de prospection ou de sollicitation directe.

Etes-vous un homme ambitieux aimant les défis? Possédez-vous une voiture? Disposez-vous de \$3,000 à \$5,000 pour votre inventaire initial ainsi que de bonnes références de crédit dans votre ville? Alors, écrivez-nous pour obtenir les détails complets sur ce qui pourrait vous ouvrir la porte sur un bel avenir ou simplement appelez (frais virés) 1-514-849-7073. Adressez-vous à A.-A. VALLEE, 4008, rue St-Denis, Montréal.

VERRES DE CONTACT
Centre d'Application
de Lentille Corréenne
350 est, boul. Charest, Qué.
suite 202 - 529-3694

DENTUROLOGISTE

TEL.:
843-1744

YVON LELIEVRE
106, rue Racine
Laratteville

**DU LUNDI 4 OCTOBRE
AU JEUDI 7 OCTOBRE**

**METS
D'ACCOMPAGNEMENT
GRATUITS**

Lorsque vous achetez
un seau ou un baril
au prix habituel,
vous recevez

Gratuitement
Le format familial des frites

Gratuitement
16 oz liq. de salade
de chou crémeuse

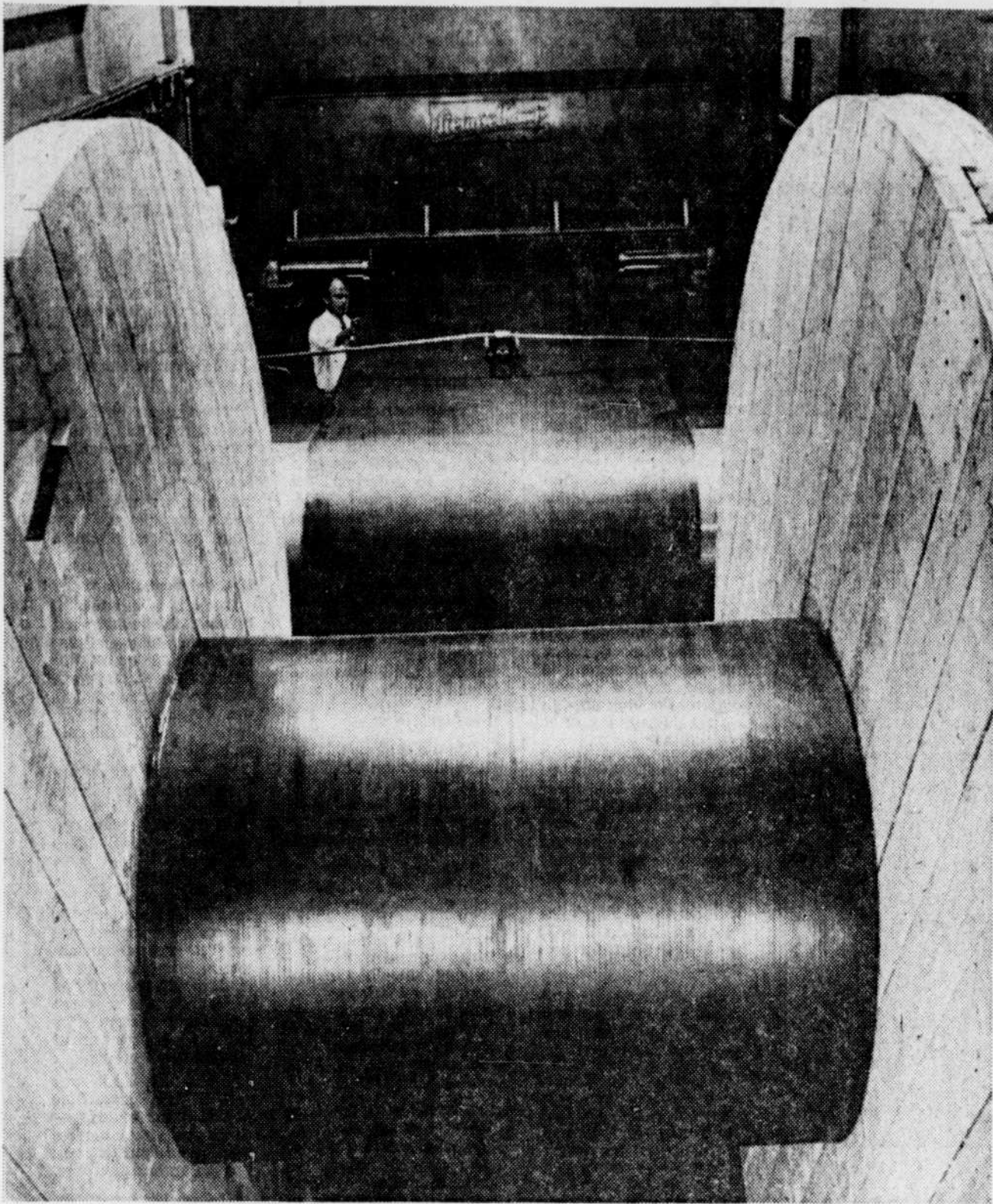
Gratuitement
Un pain à la grecque

**VOUS ECONOMISEZ
\$2.60**

Poulet Frit à la Kentucky
Colonel Sanders et ses aides le font "bon a s'en lécher les doigts"

La Villa du Poulet
LES PETITS COLONELS INC.

l'économie



Une ceinture de plusieurs milles

Une ceinture renforcée d'acier, mesurant plus de 20 milles de long, est enroulée sur une bobine à l'usine Goodyear de Bowmanville, en Ontario. Cette ceinture servira au transport des sables bitumineux du nord de l'Alberta jusqu'à la raffinerie.

Une enquête sur les institutions prêteuses pourrait être réclamée

par Fortunat MARCOUX
du bureau du Soleil

THETFORD MINES — Le député libéral du comté de Frontenac n'écarte pas la possibilité de réclamer du gouvernement Bourassa une enquête sur les institutions financières prêteuses, comme la Banque provinciale du Canada qui, selon lui, abusent des pouvoirs dont elles disposent, accablant ainsi à la faillite plusieurs industries comme ce fut le cas pour "Les Produits Bellevue Inc.", de Thetford Mines.

Dans une entrevue accordée au SOLEIL, le Dr Henri-C. Lecours ne s'est pas gêné pour affirmer que c'était la maison bancaire qui était à l'origine des sérieux problèmes financiers auxquels se voit confronté le fabricant de maisons mobiles, de roulottes de voyage, et de tentes-roulottes depuis janvier 1975. L'industrie thetfordoise avait obtenu une marge de crédit de \$3.5 millions le 29 octobre 1973 pour soutenir un fonds de roulement devenu important en raison de la réalisation d'un vaste projet d'expansion. En septembre 1974, l'emprunteur demanda une avance additionnelle de \$1.1 million qu'il n'obtint pas bien que la banque avançât des sommes importantes sur billet à demande. Quelques semaines plus tard, à la lueur d'un rapport de rentabilité, la banque réclama ses dûs plaçant ainsi l'entreprise dans une impasse financière.

Le député Lecours estime que les institutions prêteuses possèdent trop de pouvoirs et

ne prennent pas suffisamment de risques. Faisant allusion au genre de prêts consentis à la firme Bellevue, il a expliqué que les institutions bancaires tiennent les clients à leur merci en ayant le droit de réclamer le remboursement immédiat de leurs créances.

Une affaire de \$1.9 million

Entre-temps, le principal actionnaire de la compagnie Bellevue, M. Conrad Lessard, de Thetford Mines, multiplie ses démarches pour reprendre le contrôle de l'entreprise qu'il a perdue au début de 1975 aux mains des deux créanciers privilégiés, la Banque fédérale de développement et la Banque provinciale du Canada. S'il échoue, il risque de perdre un investissement personnel de \$1.9 million.

Cependant, selon le député Lecours, le gouvernement Bourassa est vivement intéressé à venir en aide à l'industriel thetfordois qui n'a pas craint d'investir ses capitaux dans la région, créant ainsi 400 emplois.

La relance de l'usine Bellevue est possible, selon M. Lecours. La solution à l'étude permettrait à la Société de développement industriel (SDI) de prendre la relève de la Banque provinciale.

Trois groupes d'hommes d'affaires de la région dont l'un est dirigé par M. Lessard, ont soumis des propositions à la SDI ces jours derniers. Pour la raison précitée le clan Lessard a

priorité sur les autres. Ce groupe aurait présenté une formule de cogestion qui aurait suscité un certain intérêt à la SDI. D'importants développements sont attendus dans ce dossier au cours des prochains jours.

Si les biens de la compagnie Bellevue n'ont pas été liquidés jusqu'à présent, c'est dû aux procédures judiciaires intentées par M. Lessard et à l'intervention directe du gouvernement Bourassa qui a permis à la SDI d'assurer la poursuite des activités en garantissant depuis mars 1975 le déficit annuel d'exploitation jusqu'à concurrence de \$2.5 millions. Cette entente a pris fin le 31 août dernier et il est déjà acquis qu'elle ne sera pas renouvelée.

CIMENTS CANADA
LAFARGE LTEE
NOMINATION



J.D. Redfern
CIMENTS CANADA LAFARGE LTEE annonce la nomination de Monsieur John D. Redfern aux fonctions de Vice-président exécutif et directeur général de la Société. Monsieur Redfern a tenu des postes à la direction de la Société dans les régions de l'Atlantique, de l'Ontario et de l'Ouest et il était récemment Vice-président des Opérations au siège social de Montréal. (ANN.)

UMEX Union Minière
Société d'exploration et
d'exploitation minière Limitée
Une filiale de l'Union Minière de Belgique

Exploration
Développement
Financement

5 bureaux au Canada:

Montréal: 1 Place Ville-Marie #1511	(514) 866-6641
Toronto: 1935 rue Leslie	(416) 445-8832
Burnaby, C.B.: 4299 Canada Way, #200	(604) 437-9491
Val d'Or, Qué.: 7e Rue, #1068	(819) 824-2994
Bathurst, N.B.: Casier postal 174	(506) 546-5243

Le cuivre en chute libre

Le cuivre a flanché. Depuis les quatre dernières semaines, il est en chute libre, malgré la nouvelle dévaluation du sterling, unité monétaire étalon du commerce des métaux. On s'attendait à une reprise en septembre après la Fête du travail, selon le comportement habituel du marché. On a plutôt assisté à un recul net, le métal rouge passant sur le Comex de New York de 68 cents à 63 cents la livre.

Déception chez les producteurs qui espéraient fermement une poussée du prix sur les marchés de Londres et New York, toujours parallèles, pour bien assortir leur prix porté en début juillet à 72.25-72.375 cents la livre au Canada et 74.625 cents (en devise



jacques forget
mines et métaux

américaine) aux USA. Le marché immédiat du Comex avait alors dépassé les 75 cents la livre et on s'attendait même à un mouvement vers les 80 cents.

Depuis janvier, les producteurs canadiens ont augmenté de 9 cents ou 14% leur prix intérieur, le haussant de 63 cents à 72.375 cents la livre, alors que le prix du marché libre bondissait de 52 cents à plus de 75 cents. Aux USA, les producteurs ont haussé le prix de 12 cents à 74.625 cents la livre depuis le début de l'année.

La dévaluation du sterling, qui a sombré de quelque \$2.20 à \$1.66, puis les événements en Afrique australe menaçant la ceinture de cuivre Zaïre-Zambie, ont propulsé les cours du métal rouge qui entraînent la patte depuis plus de douze mois. Ces événements conjoncturels n'ont toutefois pas permis de transformer la toile de fond: les inventaires demeurent énormes alors que la reprise économique mondiale est plus modérée que prévue.

Ainsi, les statistiques d'avril du US Bureau of Mines indiquaient une consommation de 2.1 millions de tonnes, sur une base annuelle, pour le quatrième mois de l'année, soit 36% de plus que les 1.54 million de tonnes d'avril 1975 mais encore 14% sous les 2.44 millions de tonnes consommées en avril 1973!

La grève de Ford fera-t-elle fléchir sous 60 cents?

Les dernières statistiques du Copper Institute donnaient des réserves mondiales de 1.2 million de tonnes à la fin du premier semestre. Depuis, la reprise économique semble manquer de souffle et les commerçants en métaux semblent obligés d'inventorier de nouveau.

Le courtier londonien Rudolph Wolff & Co. Ltd notait dans sa lettre hebdomadaire de la semaine dernière que jeudi dernier, les stocks avaient atteint un nouveau sommet de 476,000 tonnes métriques de cuivre en barre et 83,200 tonnes métriques de cathodes, pour un grand total de 559,200 tonnes métriques. Sur le Comex de New York, indiquait le courtier, une opération similaire de stockage se produit.

Si le conflit chez Ford Motors Corp., le numéro deux de l'auto aux États-Unis, maintenant dans sa deuxième semaine, devait se poursuivre pendant encore quelques semaines, l'effet d'entraînement de cette grève joint à la baisse saisonnière du début de l'hiver pourraient bien porter à plus de 600,000 tonnes les inventaires sur Londres et à plus de 1.5 million de tonnes les inventaires mondiaux aux mains des producteurs et commerçants.

Il faudrait alors craindre que le prix du métal rouge, qui a touché aussi bas que 826-827 sterling sur le London Metals Exchange (LME) durant la deuxième semaine de septembre, chute sous les 60 cents la livre à New York Vendredi, la livre de cuivre fermait à 63.50 cents sur le Comex pour les livraisons d'octobre, en hausse de 0.50 cents sur la fermeture de la veille.

Le désarroi du CIPEC

Pour les pays du CIPEC (Conférence internationale des pays exportateurs de cuivre), la chute des prix est dramatique. Après la terrible année 1975, les quatre membres du CIPEC, le Zaïre, la Zambie, le Chili et le Pérou, ainsi que leurs associés, Indonésie et Malaisie, espèrent un cours de plus de 70 cents la livre en 1976 et au moins 80 cents la livre en 1977.

Leurs projections se transforment en vains espoirs. Après avoir refusé de reconduire leurs coupures de production de 15% à la mi-juin, les quatre pays piliers du CIPEC, qui comptent pour 72% du commerce international et 40% de la production mondiale, parlent de nouveau de constituer des réserves stratégiques pour soutenir le marché.

La semaine dernière, à Genève, le Pérou, au nom des pays exportateurs de cuivre, a réclamé une étude d'urgence, dans le cadre de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), pour stabiliser les cours du cuivre grâce à la création d'un stock régulateur.

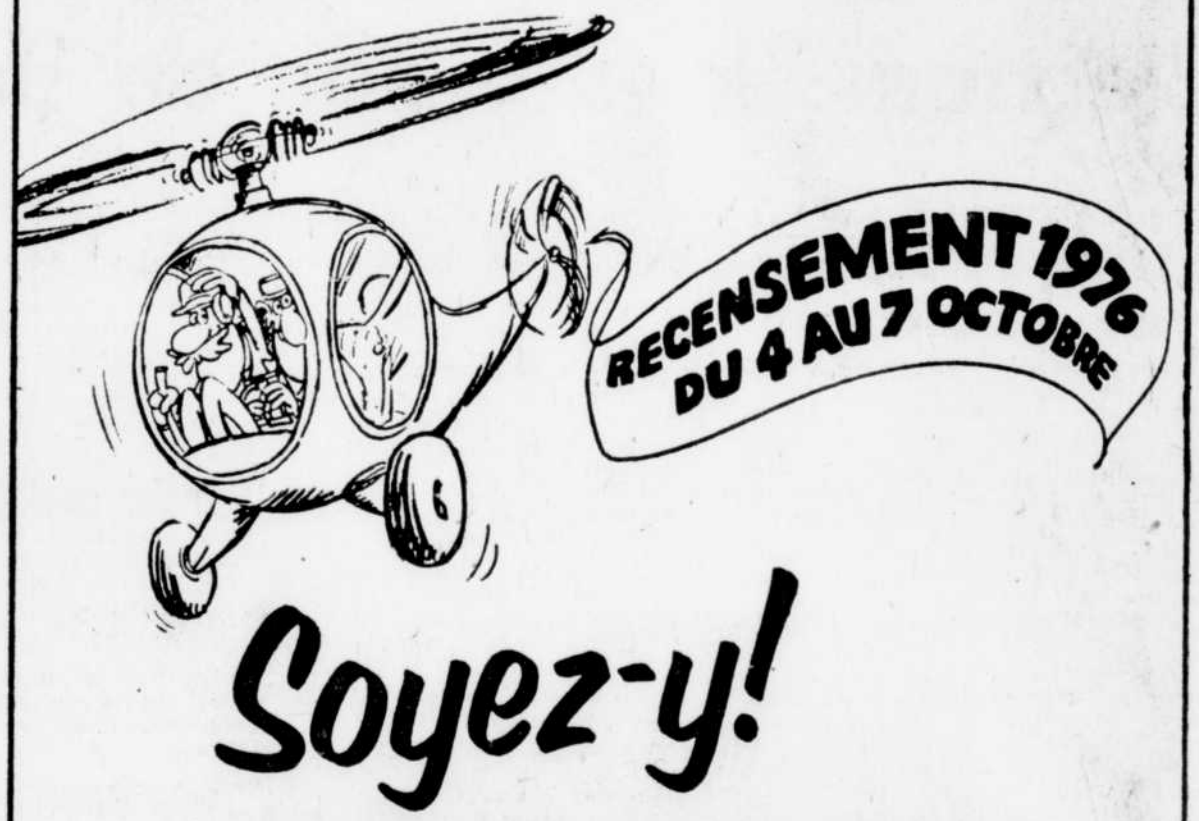
Comme la précédente tentative de ramasser un fonds de \$1.5 milliard pour stabiliser le cours du métal rouge, proposée l'an dernier par le groupe Rio Tinto Zinc Corp. de Londres, cette demande de coopération internationale sur le cuivre risque de rester lettre morte. Dans le cuivre, les intérêts sont trop nombreux et souvent divergents pour qu'une politique uniforme puisse être appliquée longtemps avec efficacité.

Il reste des optimistes

Malgré ces perspectives assez sombres, certains estiment encore que l'on touche le fond du marché et que les premiers mois de 1977 devraient nous faire voir un prix supérieur à 70 cents la livre sur les marchés.

Ainsi, M. C.L. McAlpine, président de Campbell Chibougamau Mines Ltée a confirmé au SOLEIL que la remise en production de ses gisements de cuivre à Chibougamau se poursuivait en dépit du fléchissement des cours du métal rouge. La compagnie a embauché 180 hommes et en prendrait encore quelque dizaines d'autres.

"Je demeure convaincu que le prix du cuivre se raffermera dans les premiers mois de 1977", a confirmé le pdg. "dès après les élections présidentielles américaines de novembre, nous devrions assister à un nouveau départ de l'économie US. Le rythme de la construction domiciliaire chez nos voisins du Sud est d'ailleurs excellent. Aucun nouveau projet d'envergure n'est en réalisation, limitant ainsi la production au niveau actuel, car il faudrait un prix de \$1-\$1.10 la livre".



Soyez à la maison pour recevoir les recenseurs. En effet, la loi concernant la liste électorale permanente prévoit que le recensement des électeurs a lieu cette année du lundi, 4 octobre, au jeudi, 7 octobre.

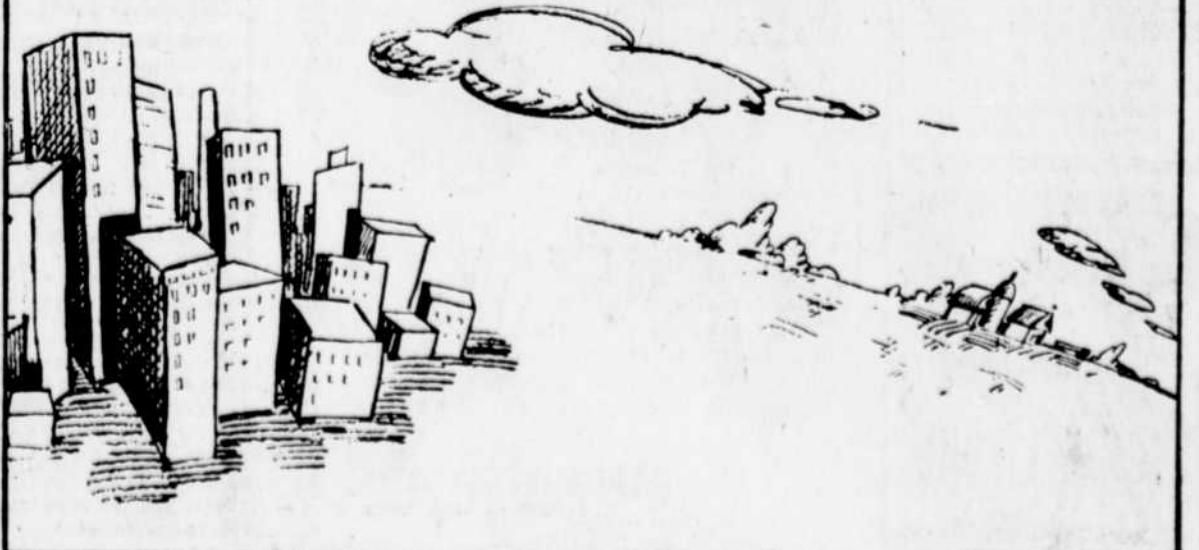
De plus, la loi précise que pour être inscrit sur la liste électorale, une personne doit avoir 18 ans accomplis, le ou avant le dernier jour de la révision soit, le 6 novembre 1976.

En milieu urbain, deux recenseurs dûment recommandés doivent visiter chaque foyer.

En milieu rural, un seul recenseur peut passer chez vous ou utiliser tout autre moyen pour recueillir les noms des électeurs.

Si votre nom n'apparaît pas sur la liste électorale, vous pourrez en demander l'inscription en vous rendant à tout bureau de dépôt ouvert dans votre district électoral, du 25 au 30 octobre.

LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC



Pierre Martin, révolutionnaire tranquille

par Gilbert ATHOT

Pierre Martin ne tient pas nécessairement à ce que ses invités empruntent la grande porte pour le visiter. Il leur offrira de passer par la porte arrière, plus facile à trouver même si elle donne de plain-pied sur la cuisine.

Tout cela trahit chez le sous-ministre en titre à l'Éducation du Québec une attitude d'accueil et de simplicité. Il ne cherche ni à épater, ni à impressionner.

Sa maison de Sainte-Foy, bien que très confortable, est à son image: décorée très sobrement, elle laisse percer une atmosphère de détente. Il

accueillera d'ailleurs le représentant du SOLEIL en chemise, sans cravate, avec une poignée de main bien sentie, bien franche.

Ce technocrate de 38 ans est marié et père de trois garçons: Yves, 11 ans, Christian, 10 ans et Patrice, 5 ans. Logique avec lui-même, il les envoie tous les trois à l'école publique du coin.

Il est drôlement baigné dans un milieu d'administrateurs publics puisque sa femme, Nicole, est elle-même haut fonctionnaire aux Affaires sociales. C'est une diplômée en économique.

Diplômé en droit de l'université de

Montréal (c'est un Montréalais de naissance d'ailleurs) en 1961, il avait déjà, sans le vouloir, un an plus tôt, mis le pied dans l'étrier qui devait finalement le conduire où il est aujourd'hui.

En effet, après sa troisième année de droit, il se cherchait du travail d'été quand un ami de la faculté de Droit lui donne un coup de fil pour lui demander s'il n'irait pas travailler dans le comté de Vaudreuil-Soulanges. Pour un dénommé Paul Gérin-Lajoie qu'il ne connaissait pas alors, signale-t-il, mais qui devait devenir celui que tous ont connu comme ministre responsable de la réforme de l'éducation des années 60.

Il accepta le travail sans poser de questions, ce qui devait l'entraîner dans toutes une aventure puisque, en juin 1960, l'élection générale eut lieu et porta le gouvernement Lesage au pouvoir dont l'une des principales figures était précisément Paul Gérin-Lajoie, aujourd'hui président de l'Agence canadienne de développement international.

L'élection générale passée, on demande à Pierre Martin s'il voulait continuer à travailler pour le reste de l'été en s'occupant du bureau de comté de Paul Gérin-Lajoie. Ce qu'il accepta de nouveau. "Je tenais le fort dans le comté", dira-t-il.

À l'automne 1960, pris dans l'engrenage, il continua à travailler dans l'entourage de Paul Gérin-Lajoie, tout en réussissant à combiner cela avec ses études de quatrième année de droit.

Membre par la suite de l'équipe des "jeunes penseurs" dont s'entourait le ministre de la Jeunesse de l'époque et l'Éducation ensuite, Pierre Martin fut successivement attaché à la planification, "attaché de presse" du ministre, puis de nouveau dans la haute fonction publique jusqu'en 1969, participant activement à toutes les phases de la réforme.

En 1969, il se retrouva vice-

président à la Planification de l'université du Québec, mais pas pour très longtemps puisque, dès le printemps 1973, il revenait au ministère de l'Éducation comme sous-ministre adjoint et était nommé sous-ministre en titre en quelques mois plus tard.

Journée de travail, loisirs

La première année après son retour au ministère, il vécut une situation qui se rapproche drôlement de ce qu'on appelle communément: un rythme infernal de travail. À 7h30 le matin à son bureau, il devait prolonger sa journée presque tous les soirs à la maison.

Après cette première année, la direction du ministère fut réorganisée et il déléguait certaines responsabilités clés à des sous-ministres adjoints. Ce qui devait lui permettre de souffler un peu.

Au fond, il put réduire considérablement la somme de travail qu'il devait effectuer presque tous les soirs à la maison. En principe, il n'en apportait pas plus que pour une heure. Ce programme lui permit aussi de voir ses trois jeunes enfants un peu plus souvent après le souper, repas qu'il s'efforçait de prendre le plus souvent à la maison.

Mais le rythme d'enfer devait reprendre il y a environ 12 mois avec la phase très active des négociations dans le secteur public de l'enseignement. Les loisirs, dont il pouvait ne jouir que très peu avant, furent écartés presque complètement. Il dut aussi renoncer à plusieurs fins de semaine. "C'a été l'année la plus dure que j'ai connue".

En fait, pour pouvoir se donner quelque loisir (entendons par là du temps libre), il fut obligé de mettre fin aux réunions de travail qui se tenaient au ministère en soirée. Ce qui ne lui donna pas toutes ses soirées puisque d'autres réunions pouvaient être convoquées par d'autres ministères. Ce fut tout de même une bonne amélioration.

Avec des semaines de travail semblables, il est peut-être un peu plus facile de comprendre pourquoi ces hauts fonctionnaires peuvent toucher des salaires annuels variant entre \$40,000 et \$55,000. Sans compter qu'il est responsable d'un budget (1976-1977) de \$2,8 milliards soit le deuxième plus important après celui des Affaires sociales.

Les gens, le pouvoir politique

"Après ces trois années, je me rends compte qu'il faut que je ralentisse un peu. Je commence à sentir des signes d'usure", avouera-t-il franchement.

Une fois les négociations finies, et en tenant compte des fonctionnaires qui l'entourent, Pierre Martin croit sincèrement qu'il sera possible pour tout le monde d'avoir généralement des horaires de travail plus humains.

C'est peut-être en tenant compte de cette perspective plus réjouissante qu'il voudrait que ses hauts fonctionnaires et lui-même trouvent le temps, une journée par mois à titre d'exemple, de visiter les diverses régions du Québec. Ce qui a déjà été fait, mais abandonné par la suite, faute de temps.

Pourquoi ces visites? Parce qu'il reconnaît que les citoyens ont parfois raison d'accuser les technocrates d'être loin des gens, de leurs besoins et d'habiter en quelque sorte dans une tour d'ivoire...

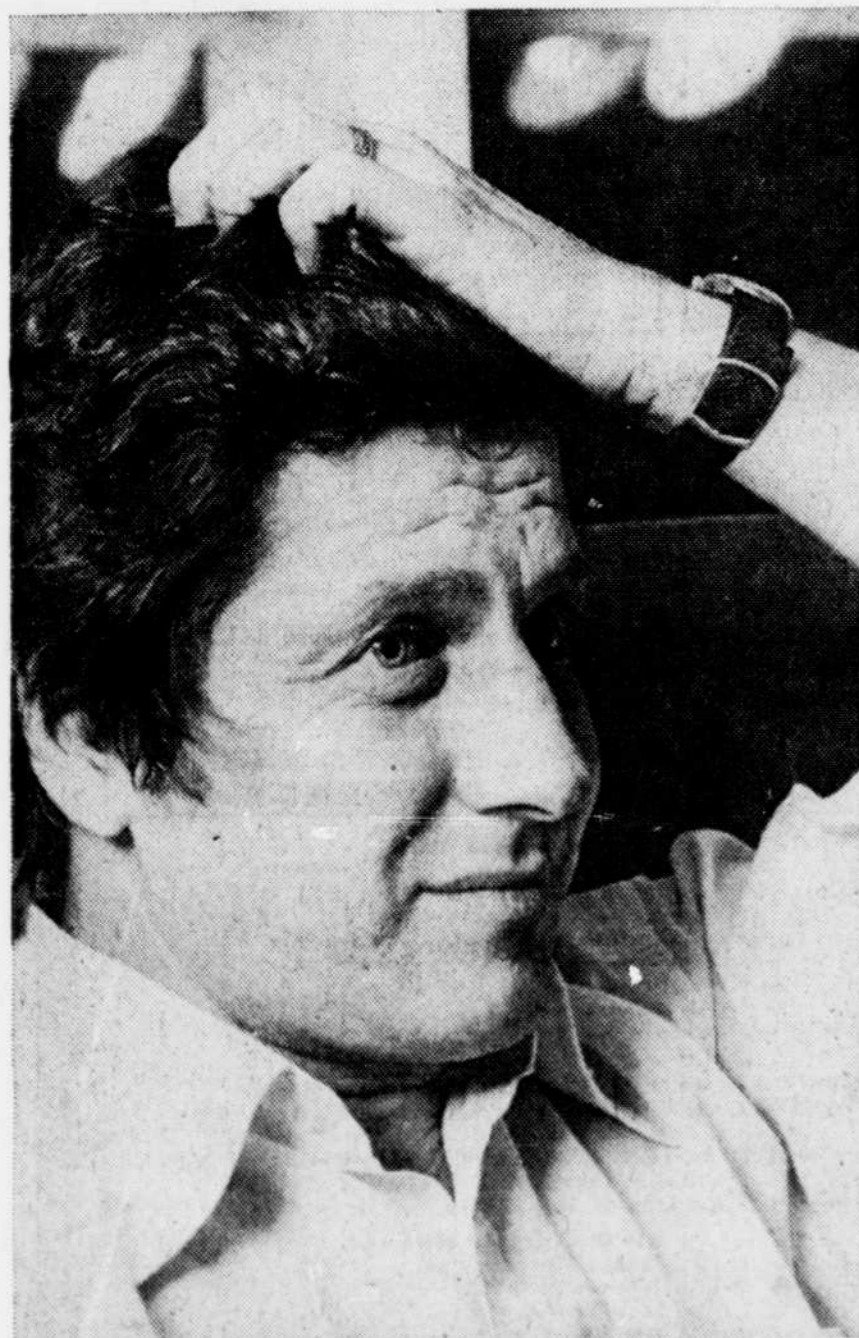


Le Soleil, Reynald Lavoye

Entre technocrates

Pierre Martin, sous-ministre, en compagnie de sa femme, Nicole, elle-même haut fonctionnaire aux Affaires sociales.

Les responsables ultimes, ce sont encore les ministres



"Quand la machine bloque..."

Le Soleil, Reynald Lavoye

Quelques brèves réflexions de Pierre Martin sur le pouvoir politique.

— Comme ligne de conduite, il croit que ce sont les ministres et le gouvernement élu qui sont les responsables ultimes.

— Il rejette l'idée que les fonctionnaires possèdent toujours l'expertise et que les hommes politiques ne l'ont

pas et qu'ils ne comprendront pas de toute façon.

— Son expérience d'un an comme attaché de presse de M. Paul Gérin-Lajoie, au début des années 1960, lui a montré à quel point ce peut être frustrant pour le niveau politique quand la machine administrative décide de bloquer. "Cela, je n'admets pas ça."

La langue écrite reprendra de son importance

Quelques brèves réflexions de Pierre Martin sur l'école de demain.

— Il prédit que l'école va changer. Le principal moyen, selon lui, c'est de la rapprocher le plus possible de la communauté. Faire en sorte qu'elle soit la propriété des usagers, du monde qui travaille dedans.

— La plus grande différence entre l'école privée et l'école publique vient du fait que la première s'administre sur place ("la boutique s'administre dedans") et que la seconde est soumise à plusieurs niveaux de décisions, allant du principal d'école au ministère de l'Éducation.

— Le manque de traditions et donc d'expériences à l'école publique va bientôt être comblé.

— On va revenir au milieu du pendule: nos programmes vont être plus spécifiques. On va avoir des exigences de performances scolaires et d'apprentissage. On va avoir des contenus plus spécifiques. On va vouloir vérifier. Pas nécessairement par des examens centralisés.

— On va revenir à des choses qui se rapprochent plus de la méthode de travail, de la discipline dans l'école et ce partout en Amérique du Nord.

— La baisse, aux États-Unis, de certains phénomènes mondiaux comme le sexe, la drogue et le vandalisme chez les jeunes va nous atteindre aussi.

— Le concept de la polyvalence va se domestiquer. L'enseignement professionnel au secondaire va avoir tendance d'ici quelques années à n'être pas terminal, mais plutôt exploratoire.

— Il y aura réduction probable du nombre d'options au professionnel de niveau secondaire.

— Il y aura une plus grande insistance sur l'écriture, aux plans de la grammaire et de l'orthographe.

— Le nombre d'élèves va se stabiliser à compter de 1980 et ce pour quelques années, donc le personnel enseignant aussi, etc.



"On reviendra à certaines traditions..."

Le Soleil, Reynald Lavoye

Nouvel effort de francisation par la Régie de la langue

par Lise LACHANCE
du bureau du Soleil

MONTREAL — "De plus en plus, au Québec, c'est en français que ça se passe". Voilà le slogan que vient de lancer la Régie de la langue française dans le cadre de sa campagne d'information et de publicité qui se poursuivra jusqu'à la mi-

mars afin d'instruire la population des implications de la loi sur la langue officielle.

Le métro tout d'abord

La Régie, qui consacre à ce projet un budget de \$390.000 a décidé de prendre le taurin par les cornes, c'est-à-dire de commencer la sensibilisation du public là où le français a perdu le plus de plumes: à Montréal. Depuis

quelques jours donc, le métro de Montréal affichera des panneaux arborant le slogan de la Régie. Ce slogan se retrouvera aussi, dans le courant du mois, aux endroits les plus stratégiques de la ville.

Le deuxième front: celui des média électroniques. Le premier message français a été diffusé à la télévision, dimanche, le 3 octobre, au

cours de l'émission "Les beaux dimanches", à Radio-Canada. Cette diffusion se fera au rythme de sept messages de 30 secondes chaque semaine aux réseaux français et trois messages, de même durée, à la télévision anglaise.

A la radio, d'autres messages seront diffusés dans le cadre de "La minute juridi-

que". Sept messages d'information, d'une durée de 60 secondes, seront entendus 29 fois chacun, à raison de trois fois par jour, sur 56 stations radiophoniques du Québec, pour un total de 11.256 occasions. Du côté anglophone, la Régie diffusera trois messages d'information, à raison de deux par jour, sur deux stations de Montréal et durant huit semaines, soit un total de 160 messages.

Immense progrès

Au cours d'une conférence de presse donnée dans la métropole, le président de la Régie, M. Maurice Forget, a souligné qu'un "Immense progrès" s'est accompli dans la francisation. Par exemple, a-t-il dit, on ne voit plus dans le centre-ville de Montréal de grands panneaux-reclame (installés après le 31 juillet 1974) unilingues anglais. On sait que, depuis le 5 février, 1976 le Règlement sur l'affichage public et les annonces publicitaires écrites exige que l'affichage se fasse en français au Québec. Une autre langue peut être utilisée, mais à condition qu'elle ne jouisse pas d'une part plus grande que la française.

Tout n'est pas encore parfait. Loin de là. Mais la Régie, ont précisé M. Forget et le directeur des relations publiques de l'organisme M. Gilles Racine, préfère procéder par persuasion que par coercition. Jusqu'à maintenant, quelque 60.000 dépliantes et 30.000 lettres ont été envoyés à des restaurants, banques, magasins d'alimentation, compagnies pétrolières, pour leur faire connaître la loi.

Québec, qui travaille sur un projet de modification de la loi municipale sur l'affiche public. Ils doivent poser un geste identique bientôt, auprès du maire Jean Drapeau.

Plaintes de Montréal

Souignons enfin que, du 1er janvier 1976 (date de la nomination du commissaire-enquêteur) au 31 août, 609 plaintes ont été logées auprès de la Régie, par des citoyens.

Dupras se dit gêné face à une lutte pour l'unilinguisme français

MONTREAL (PC) — Le président de l'aile québécoise du Parti progressiste-conservateur, M. Claude Dupras, a révélé, qu'il éprouvait de la gêne du fait que l'unilinguisme français pourrait être le but véritable de la bataille du bilinguisme aérien livrée par l'Association des gens de l'air du Québec (AGAQ).

Le directeur québécois des Travailleurs unis de l'automobile, M. Robert Dean, a dénoncé ce qu'il a appelé "la tartufferie anglophone". Selon lui, ceux qui pensent que le Canada sera un jour un pays bilingue "entretiennent des illusions".

Me Claude Dupras, malgré les réserves émises plus haut a quand même versé une somme de \$250 dans le cadre de la campagne de financement lancée par les gens de l'air du Québec.

permis d'amasser la somme de \$45.000.

Quant à la position du Parti conservateur sur cette question, Me Dupras a rappelé qu'il fallait attendre les résultats de l'enquête gouvernementale en cours avant d'adopter une position définitive.

Il a fait part de ses restrictions à l'issue d'une conférence de presse de l'AGAQ à laquelle il participait.

"Il semble que nous soyons passablement divisés, a affirmé M. Dupras. Certaines réflexions sont déplacées."

"S'il appert que ce combat sert à établir l'unilinguisme français, c'est bien dommage."

Ajoutant que le bilinguisme est le ciment de la Confédération, M. Dupras a soutenu que ceux qui défendent une langue à l'exclusion de l'autre oeuvrent contre l'unité canadienne.

Pour sa part, Mme Pauline Julien a déclaré que cette campagne était manifestement un combat pour une seule langue, le français. "Si on nous avait accordé nos droits dès le départ, cette question n'aurait jamais tourné à la polémique."

Maintenant ouvert à
MONTREAL



ROBERT LAFORCE
opticien d'ordonnances

a le plaisir d'annoncer à la population qu'un salon d'optique **ROBERT LAFORCE**, est maintenant ouvert à Montréal, plus précisément au

CENTRE D'ACHAT
ROCKLAND
(514) 735-4101

carrières et professions 647-3266

pour faire paraître vos annonces dans cette page, composez

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

REPRESENTANT

Grossiste en lunettes solaires et optiques cherche un représentant de commerce avec expérience pour ville de Québec et province. Candidat(e) âgé(e) entre 25 et 35 ans. Appeler sans frais au numéro:

1-800-361-1175
L'OPTIQUE NORBERT LTEE

POSITIONS D'AVENIR DANS UNE INSTITUTION FINANCIERE RECONNUE

Suivant notre programme d'expansion, nous sommes à considérer l'ouverture d'une nouvelle succursale d'immeuble dans la région métropolitaine de Québec. Nous sommes à la recherche d'un homme d'affaires pouvant prendre la direction d'une équipe de vente à rayonnement régional.

Le candidat que nous recherchons doit avoir une connaissance pratique des affaires, les qualités d'un homme d'affaires dynamique et ambitieux, un talent pour la direction d'une équipe et le désir de faire carrière dans les cadres d'une institution financière progressive.

Au candidat choisi est offert un salaire garanti et un boni sur l'accroissement de l'équipe et le développement des affaires dans la région.

Toute communication doit être accompagnée d'un Curriculum Vitae et recevra une réponse confidentielle dans la but d'une rencontre. Ecrire à:

FIDUCIE PRET ET REVENU
François Pigeon, Directeur des Services Immobiliers
850, Place d'Youville, Québec
Tél.: 692-1221

COIFFEUR OU COIFFEUSE pour hommes

Avec carte de compétence A pour salon de coiffure unisexé à Rimouski.

Téléphoner à:

1 (418) 723-2743 ou 723-6632

COMPTABLE

Travail de tenue de livres, préparation de données pour le système de prix de revient en collaboration avec notre contrôleur.

EXIGENCES: Minimum 2 ans d'expérience, personnalité agréable.

Travail dans Québec-Est; salaire selon qualifications. Toute demande sera gardée confidentielle.

Faire parvenir curriculum vitae avant le 12 octobre 1976 à:

Dépt 8321 - Le Soleil

REPRESENTANT(E) et PREPOSE(E) AUX SOUMISSIONS

Nous recherchons un vendeur pour la vente de matériel électrique auprès des contracteurs et des industries pour couvrir la rive-sud du St-Laurent.

Nous recherchons également un préposé(e) aux soumissions de matériel électrique.

Les candidats(es) devront posséder une certaine expérience. Salaire et bénéfices marginaux avantageux.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

GESCAN
CIE GENERALE ELECTRIQUE DU CANADA LTEE
2200 ouest, boul. Charest, Québec, G1N 2G4

ASSISTANT(E)-GERANT(E)

Possédez-vous quelques années d'expérience dans le commerce au détail?

Avez-vous prouvé vos capacités d'organisateur et de "leader"?

Etes-vous bilingue et âgé(e) de 20 à 30 ans?

Si oui, nous vous offrons l'occasion de mettre à profit votre expérience en devenant gérant d'une succursale de Distribution aux Consommateurs.

Veillez vous présenter entre 12h.00 et 18h.00 mardi le 5 octobre à:

M. Medina

DISTRIBUTION AUX CONSOMMATEURS

345, rue Soumande

Ville Vanier, Qué.

MIAMC

PLUS VOUS ATTENDEZ

1977

Vous verrez que la **PACER '77** familiale est toute nouvelle

La **GREMLIN '77** a fait peau neuve...

VOUS ADMIREZ LA LIGNE COMPLETE HORNET et MATADOR 1977

GRATUIT

LA GARANTIE 24 MOIS - 24,000 MILLES vous est offerte sans frais

La nouvelle **JEEP CHEROKEE** 4 portes et tous les autres véhicules de la famille Jeep seront en montre.

A NOTER:

LA GARANTIE "JEEP" EST POUR 12 MOIS 12,000 MILLES SEULEMENT

Laurier Auto Inc. MIAMC
2025 OUEST, BOUL. CHAREST Parc Jean-Talon Sud 681-4631
Ouvert tous les soirs jusqu'à 9h00 excepté le samedi.

COMMIS EN BIJOUTERIE

Parlant anglais; expérience préférable. 25 ans et plus. Temps partiel et complet.

Bijouterie Maurice Corriveau
1140 rue St-Jean, Québec

ACHETEZ CET ESPACE POUR RECRUTER VOTRE PERSONNEL

CARRIERES et PROFESSIONS

IRON ORE COMPANY OF CANADA

SEPT-ILES ET SCHEFFERVILLE, Qué. - LABRADOR CITY, Terre-Neuve

REQUIERT HOMMES DE METIER

— MECANICIENS DIESEL	— MECANICIENS INDUSTRIELS
— ELECTRICIENS	— TUYAUTEURS
— MENUISIERS	— INSTALLEUR-EPISSEUR (TELEPHONE)
— SOUDEURS	— TECHNICIENS EN SIGNAUX ET COMMUNICATIONS (Chemin de fer)
— MECANICIENS DE MACHINES FIXES (2e classe)	

EXPERIENCE: Minimum 4 ans d'expérience dans le métier
SALAIRE: \$6.95 à \$7.32 de l'heure (selon le métier et l'expérience)
AVANTAGES: — Boni de vie chère (révisé tous les 3 mois)
— \$0.54 de l'heure travaillée (temps régulier)
— Allocation nordique (à Labrador City et Schefferville)
— Vacances annuelles
— Vacances prolongées
— Boni de vacances annuelles
— Régime de rentes et Assurance-groupe (entièrement payés par la compagnie)

Les candidats intéressés sont invités à rencontrer notre représentant, à:

LEVIS: Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada, 164 C, rue Commerciale, le 4 octobre, de 9:00 à 16:00.

QUEBEC: Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada, 155 sud, boul. Dorchester, les 5 et 18 octobre, de 9:00 à 16:00.

Dans l'impossibilité de nous rencontrer, veuillez faire parvenir votre dossier par courrier, à:

Iron Ore Company of Canada
Bureau d'embauchage
100, rue Retty
Sept-Îles, P.Q.
G4R 4L5

AMC, C'EST PLUS QUE PLUS EN 1977!

Cette année, c'est votre concessionnaire AMC qui vous offre les vraies aubaines.

La nouvelle Pacer familiale.

La Gremlin sport et son nouveau profil.

Une nouvelle garantie, selon nous, la meilleure sur le marché: le Programme de Protection de l'Acheteur II, qui s'applique à toute voiture neuve AMC.

LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ACHETEUR II

GARANTIE COMPLÈTE DE 2 ANS/24,000 MILLES* DU MOTEUR ET DES ORGANES DE TRANSMISSION

GARANTIE COMPLÈTE DE 1 AN/12,000 MILLES* DE TOUTES LES AUTRES PIÈCES
(SAUF LES PNEUS)

DE PLUS: VOITURE DE COURTOISIE ET PROTECTION INTERRUPTION DE VOYAGE, SANS FRAIS DE VOTRE PART.

*A PARTIR DE LA DATE OÙ LA VOITURE A ÉTÉ LIVRÉE OU UTILISÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS, SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.

Le Programme de Protection de l'Acheteur protège le moteur et les organes de transmission pendant 2 ans ou 24,000 milles!*
Toute autre pièce est protégée pendant 12 mois ou 12,000 milles!*
(Les pneus sont sous la garantie du fabricant de pneus.)
Tous les réglages requis, dans des conditions normales d'usage, sont faits sans frais de votre part pendant 4 mois ou 4,000 milles.*
Passez chez votre concessionnaire AMC pour obtenir plus de détails au sujet du Programme de Protection de l'Acheteur II.
En 1977, AMC vous offre: un tas d'aubaines, un grand choix, une protection solide.
Pourquoi parler d'aubaines! Parce qu'AMC, c'est plus que plus.



La Pacer 1977
Si différente, si populaire. Le confort d'une grosse voiture, la souplesse d'une petite.



La Matador familiale 1977
Élégante et spacieuse, mais capable de trimer dur.



La Hornet Hatchback 1977
Raccée, sportive et toujours pratique: plus de 30 pi² d'espace de rangement quand la banquette arrière est rabattue.



La Hornet familiale 1977
Spacieuse, souple, économique.



La Matador coupé 1977
La voiture dotée d'options "tout confort" qui sont standard.



La Hornet 4 portières 1977
Bien profilée, confortable, élégante. Une aubaine vraiment exceptionnelle. Certaines pièces d'équipement illustrées sont livrables moyennant supplément.

La Pacer familiale 1977. La voiture de l'espace. Large, son hayon de grande surface la rend facile à charger.



Le nouveau profil de la Gremlin 1977. Admirez son allure, ses lignes sport audacieuses.



Certaines pièces d'équipement illustrées sont livrables moyennant supplément.



En montre chez votre concessionnaire AMC le 5 octobre

LAURIER AUTO INC.
2025 ouest, boul. Charest
Sainte-Foy, Québec 10 (418) 681-4631

CENTRE VILLE AUTO INC.
234 est, rue Racine
Chicoutimi (418) 543-1587

AUTOMOBILES M.S. LTÉE
248 Temiscouata
Rivière-du-Loup (418) 862-7185

GARAGE NOËL LESSARD INC.
5320 boul. Lacroix
Saint-Georges-de-Beauce (418) 228-6671

LAROCHE AUTO LTD.
645 Dupont
Saint-Gédéon (418) 345-2533

LA CANARDIÈRE AUTOS INC.
1265, rue de la Canardière
Québec (418) 522-5205

GARAGE HUDON & FRÈRE ENRG.
Saint-Pascal (418) 492-3633

M.J.M. BOUCHARD INC.
117, boul. de Quen
Mistassini, (418) 276-4911

R. S. AUTO INC.
140, Père Divet
Sept-Îles (418) 982-7668

ST-JEAN-EUDES AUTOMOBILES INC.
72 Chemin Kennedy
Levis (418) 837-9371

LAJOIE & NÉRON AUTOMOBILE LTÉE
52, boul. Notre-Dame
Clermont (418) 439-3966

GARAGE NORMAND TESSIER INC.
605 boul. de la Montagne
Saint-Casimir (418) 339-2250

JEAN BÉLANGER AUTO INC.
Avenue du Palais
Saint-Joseph-de-Beauce (418) 397-5688

PAUL CÔTÉ AUTOMOBILES INC.
220, boul. Du Pont
Saint-Nicolas, (418) 831-2171

PAVILLON G. D. INC.
560 ouest, Saint-Germain
Rimouski (418) 723-5535

GARAGE HENRI ROUSSEAU
680, Jean Rioux
Trois-Pistoles (418) 851-3842

CARROUSEL D'AUTOS
1792 ouest avenue du Phare
Matane (418) 562-5151



lévis la banlieue de québec

le québec métropolitain

dans nos régions

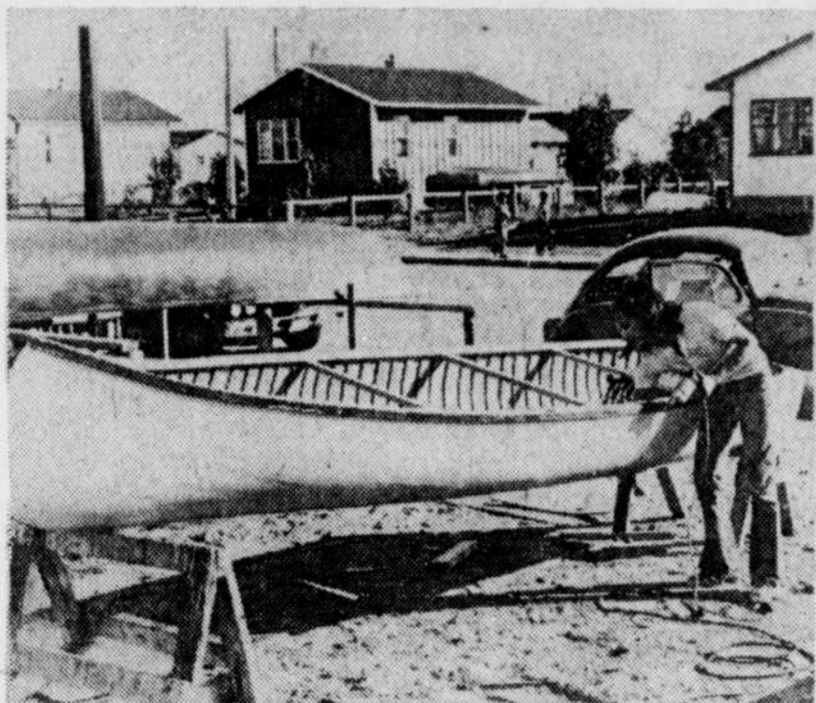


Photo Camille Fontaine

Des constructeurs de canots sur la Côte-Nord

Les Montagnais de la Côte-Nord, y compris plusieurs jeunes, savent qu'ils sont parmi les meilleurs constructeurs de canots au Québec. A Sept-Îles et à Schefferville, grâce au génie et aux traditions des Montagnais, alliés aux techniques et aux outils modernes, on construit quelques dizaines de canots par année; ces embarcations de cèdre et de toile servent notamment aux excursions de pêche et de chasse. Ces semaines-ci, aux abords des principaux lacs du Nouveau-Québec, on en retrouvera de ces canots, alors que des chasseurs attendent patiemment le superbe caribou tant désiré...

La Côte-Nord

Le gouvernement fédéral a débouqué une somme de \$857.225 pour des travaux d'agrandissement et l'extension du quai de Blanc-Sablon, aux limites de la Basse Côte-Nord. Le contrat a été octroyé au plus bas des cinq soumissionnaires, la firme Quebec Engineering Ltd, de Montréal. Les travaux doivent débuter aussitôt que les arrangements nécessaires auront été complétés avec l'entrepreneur.

Portneuf

M. Jean-Guy Alain, comptable de Donnacona, prendra en main les destinées du club Richelieu de cette localité, à titre de président du comité exécutif. Il succède à M. Jean-Maurice Grimard. L'installation du nouveau président aura lieu le 23 octobre prochain, en présence du gouverneur des clubs Richelieu de la régionale Cap Diamant, M. René Côté.

Charlevoix

Selon un relevé de la compagnie Québecair, au cours de l'été 1976 la clientèle a augmenté à La Malbaie. Elle y a transporté 367 personnes, comparativement à 205 pour l'été 1975. De ce nombre, 190 ont voyagé de Montréal à La Malbaie alors que 177 ont utilisé l'avion de La Malbaie vers Montréal. Au cours des quatre dernières années, 857 personnes ont voyagé de Mont-

réal à La Malbaie, et 667 dans le sens contraire pour un total de 1524 personnes. Ces vols de Québecair ont lieu durant la saison estivale seulement à raison de deux par semaine, le vendredi et le dimanche.

La Côte-du-Sud

Quand il n'y a pas de gérant municipal, il appartient au maire d'en assumer les devoirs. C'est l'opinion que défendra le maire de La Pocatière, demain, dans une réponse publique à la résolution de blâme qu'ont votée dernièrement à son endroit une majorité des conseillers. A l'occasion de la séance municipale, M. Laplante doit également faire des révélations sur l'opposition de deux groupes financiers locaux relativement à des questions de zonage, qui seraient à la source de la dissension, au conseil municipal.

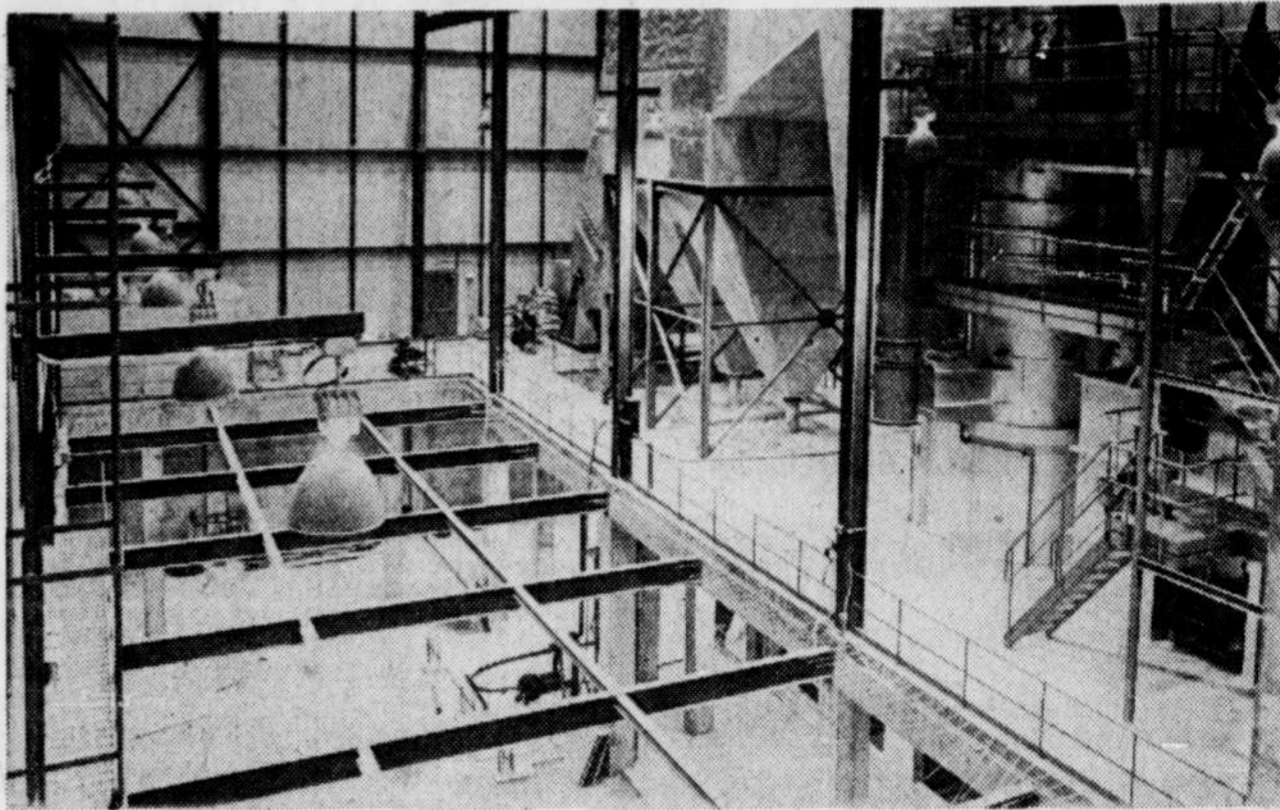
L'Amiante

Les conseillers municipaux de Disraeli ont désigné leur collègue François Beaudoin pour achever le mandat à la mairie de M. René Guertin. Ce dernier a abandonné le poste après avoir accepté un emploi au sein de la firme Arco Construction Ltée, de Plessisville. M. Beaudoin a expliqué qu'il prenait la relève jusqu'en novembre 1977 afin d'éviter la tenue d'une élection qui aurait entraîné inévitablement des dépenses à la municipalité.



Gilles Pépin

L'immense fosse à ordures, le seul endroit où les déchets sont visibles à l'intérieur de l'incinérateur. Un puissant grappin assure l'alimentation du four.



Gilles Pépin

L'énorme filtre électromagnétique, placé à côté (gauche) du four dont la capacité est de 75 tonnes par jour.

L'incinérateur de la Rive-Sud constitue un modèle d'efficacité

par Gilles PÉPIN
du bureau du Soleil

LEVIS — L'incinérateur de la Rive-Sud brillait comme un sou neuf, quand il a été inauguré, samedi après-midi, en présence de 200 invités incluant plusieurs représentants du ministère des Affaires municipales et des services de l'environnement. Après cinq mois d'activité, il est l'exemple même de l'efficacité: 0,275 grain de poussière par pied cube d'air rejeté dans l'atmosphère (la norme du Service québécois de l'environnement est de .11 grain par pied cube d'air).

Cet incinérateur modèle, produit d'un programme expérimental du ministère des Affaires municipales, représente un investissement de l'ordre de \$4 millions. La vente et l'installation du four, l'érection de la cheminée, ainsi qu'une grande partie de l'installation électrique et de tout l'équipement anti-pollution ont été assurés par la firme italienne De Bartholomeis.

Ce nom était particulièrement en vedette lors de l'inauguration de l'incinérateur régional de la Rive-Sud, une cérémonie à laquelle a d'ailleurs participé le consul général d'Italie, M. DeStephanis. Plusieurs représentants de la société De Bartholomeis y étaient aussi présents pour expliquer le fonctionnement des diverses installations. Mentionnons que cette firme, déjà bien connue en Europe, en est à ses premières armes au Canada, où elle s'attend en effet de conquérir un marché appréciable.

Neuf emplois permanents ont été créés lors de la mise en service de cet incinérateur situé aux limites des territoires municipaux de Saint-Romuald et de Saint-David, au sud de l'autoroute 20. Mais le président du comité intermunicipal de gestion des ordures ménagères, M. Louis-Philippe Lainé, a souligné qu'en principe un seul employé pourrait assurer le fonctionnement des divers appareils.

Pour donner une idée de l'automatisation, M. Lainé a signalé que, dès l'arrivée d'un camion d'ordures, les portes sont levées automatiquement; les déchets sont vidés dans une énorme fosse, avant d'être pris par une gigantesque main mécanique (grappin), qui les dirige dans le four. C'est la partie visible du fonctionnement et cela ne manque quand même pas d'impressionner le visiteur, dans une immense bâtisse de 100 pieds de hauteur, où règne une étonnante propreté.

Le filtre électromagnétique, placé immédiatement à côté du four et qui reçoit les émanations de celui-ci, assure l'efficacité quasi absolue. Il est d'une simplicité étonnante: les poussières sont attirées sur de nombreuses plaques placées en divers endroits à l'intérieur du gros cylindre; de petits marteaux mécaniques font, à intervalles réguliers, retomber les saletés dans les cendres. Celles-ci sont refroidies à l'eau, avant d'être acheminées dans un camion à l'aide d'un convoyeur.

Les autorités gouvernementales ont fondé de grands espoirs en acceptant de contribuer au financement de cette réalisation. Non seulement a-t-on mis sur l'élimination de la pollution dans l'atmosphère, mais on a prévu un autre objectif, à plus ou moins court terme: l'intégration, c'est-à-dire le recyclage de rebuts.

Une partie de ce second objectif est atteinte, depuis l'été dernier, alors que le comité intermunicipal de gestion des ordures a conclu une entente avec la société Sidbec. Celle-ci achète et transporte à son aciérie sise dans la région de Contrecoeur tout l'acier contenu dans ces déchets et même les vieilles carcasses d'automobiles. L'acier sorti des cendres de l'incinérateur est acheminé par convoyeur dans un camion de Sidbec. Chaque tonne de cet acier est payée \$30 au comité intermunicipal.

Eventuellement, d'autres substances pourront être récupérées des déchets. "L'essentiel est de trouver des débouchés, car il n'y a pratiquement pas de limite à l'addition d'équipements nécessaires pour extirper des ordures et classer séparément, soit le verre, le papier, le cuir, le plastique et bien d'autres choses", a signalé le président du comité.

L'investissement est de taille, certes, mais il y a de quoi accroître les revenus. Considérons par exemple que, dans la simple disposition des ordures ménagères, la règle veut que, sur chaque tonne de matières apportées, il y ait finalement 20 pour 100 de

résidus, dont 12 pour 100 se transforment en cendres, et qu'il reste 8 pour 100 de produits métalliques. Si l'on pense aux diverses substances qui peuvent être recyclées, il y a de quoi penser à une rentabilité, sans oublier l'aspect propreté et l'immense potentiel restant à exploiter concernant la chaleur.

Formule de l'avenir

Les nombreuses personnes qui ont déjà eu l'occasion de visiter l'incinérateur de la Rive-Sud sont d'accord à reconnaître qu'il s'agit là d'une manière idéale de traiter les ordures. Il ne serait pas surprenant de voir un jour le ministère des Affaires municipales obliger les autres municipalités de la région, qui utilisent encore des dépotoirs à ciel ouvert, à transporter désormais leurs déchets à l'incinérateur.

On sait que le comité intermunicipal de gestion des ordures sur la Rive-Sud, formé depuis 1973, ne regroupe que quatre municipalités, celles de Lévis, Lauzon, Saint-David et Saint-Louis de Pintendre. Chacune de ces municipalités paye une contribution de \$3.50 par habitant pour l'incinérateur. Le reste du financement est en effet assuré par le ministère des Affaires municipales.

La bâtisse de l'incinérateur est très grande, on y a prévu l'espace nécessaire advenant le besoin d'un deuxième four. Pour l'instant, le four, d'une capacité de 75 tonnes, quotidiennement, suffit amplement en ne travaillant que quatre jours par semaine.

C'est la Solution...

Demandez à une jeune femme d'aujourd'hui quel est la solution pour se départir de bons items que vous possédez, mais qui ne sont plus d'aucune utilité. Elle vous donnera sa solution... une annonce classée. Donc lorsque vous aurez trouvé la solution... téléphonez-nous... Nous ferons le reste.

les annonces classées
LE SOLEIL
647-3311

CKCV 1280
c'est l'humour de
ROBERT GILLET
du lundi au vendredi

* SES NOUVELLES
INSOLENCES
* SON ÉMISSION
DE 15H À 18H

TOUT LE MONDE
LE FAIT
FAIS LE DONC!

t'es
capable



Une nouvelle façon de boire les choses

avis

Pour se conformer à l'ordonnance émise par la Régie des marchés agricoles du Québec, la Laiterie Laval remplacera ses contenants en carton d'une pinte par des contenants d'un litre. Les nouveaux contenants feront leur apparition sur le marché **mardi le 5 octobre**.

Le prix de vente de la pinte actuelle étant de 54¢ auprès de votre agent laitier, le litre, à contenance inférieure, vous sera offert par celui-ci au prix de 48¢. Cet exemple s'applique au lait homo. — Le lait 2%, le lait 1% et le lait écrémé, en contenants de carton d'un litre, sont également inclus dans ce processus de conversion.

Seuls les contenants changent. À quantité égale le prix du lait demeure inchangé.

Le lait Laval en lui-même restera à votre goût. Et ça, ce n'est pas près de changer.

Laval Québecois pur lait

Six cents anciens de Laval se retrouvent

par Denis ANGERS

En dépit des perturbations provoquées par la grève qui paralyse l'université Laval, le congrès annuel de l'Association des anciens de Laval a permis à plus de 600 anciens de renouer entre eux des liens souvent distendus avec les années.

Rencontre sociale plus que congrès proprement dit, cette manifestation annuelle a pour but premier de favoriser les rencontres entre diplômés de Laval tout en leur permettant de reprendre contact avec l'institution qui les a formés.

Cette année, plus de 60 groupes de diplômés ont profité de la tenue de ces assises pour organiser des réunions de promotion où se côtoyaient anciens professeurs et carabins qui s'étaient perdus de vue depuis 5, 20 ou 35 ans.

Activités sociales

Parallèlement à ces retrouvailles entre confrères, le congrès 1976 présentait une exposition d'œuvres réalisées par des anciens de Laval. Sous la présidence de M. Raoul Hunter, caricaturiste au SOLEIL, ce vernissage a permis à quelque 150 peintres, aquarellistes et artisans de présenter leurs travaux au grand public. Conférences et



Raoul HUNTER

soirées "rétro" ont également rappelé aux congressistes leurs années étudiantes.

Club de service

Forte de 13,000 membres en règle, l'Association des anciens de Laval joue un rôle de club social auprès des 38,000 diplômés qu'a formés l'université Laval. Outre le congrès annuel, l'association organise régulièrement des activités socio-culturelles et sportives ouvertes aux membres. De plus, elle s'occupe tout particulièrement de la Fondation université Laval, créée en 1967 afin d'accumuler des fonds destinés à financer l'expansion physique du campus universitaire. Jusqu'à maintenant, plus de \$2,500,000 ont été accumulés et les intérêts de la fondation servent au financement de multiples projets de recherche ainsi qu'au paiement des frais encourus par l'association.

Manifestation du SPUL

Hier matin, les professeurs en grève de l'université Laval ont rendu visite aux congressistes. Estimant que l'Association des anciens de Laval exerce une certaine influence sur la direction universitaire, les professeurs ont jugé bon de rencontrer les anciens et de demander l'appui de l'association dans le conflit qui les oppose à l'université.

Bien que sollicitée, l'Association des anciens a refusé de prendre position pour une partie ou l'autre, désirant garder de bonnes relations avec la direction et les professeurs. De plus, se considérant d'abord comme un club social, l'Association des anciens a jugé qu'il n'était pas de son rôle de s'impliquer dans le présent arrêt de travail.



APPEL D'OFFRES
CCP-76-19204
pour 10h30 a.m.
heure de Montréal
le mardi 19 octobre 1976
Poste Québec 2
Québec
INSTALLATION
ELECTRIQUE ET
TRAVAUX CIVILS
CONNEXES
(ADDITION 1976)

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de \$25 pour chaque exemplaire complet, chèque visé ou mandat payable à l'Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 a.m. à 16h30 à l'endroit suivant:

Direction des contrats
Bureau no 809
HYDRO-QUEBEC
75 ouest, boul. Dorchester
Montréal, Qué. Canada
H2Z 1A4

La soumission doit être accompagnée, au choix du soumissionnaire, d'une des garanties suivantes:

- a) un chèque de garantie de soumission au montant de CINQ MILLE DOLLARS (\$5,000) chèque officiel d'une banque à charte du Canada ou chèque visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire, payable à l'Hydro-Québec et remboursable sous condition,
- OU
- b) un bon de garantie de soumission d'un montant de CINQ MILLE DOLLARS (\$5,000) et une convention relative à l'émission d'un bon de garantie d'exécution de contrat et d'un bon de garantie de paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, tous deux préparés sur les formules fournies avec le document d'appel d'offres et émis par une des compagnies, choisie par le soumissionnaire, parmi celles apparaissant sur la liste des compagnies, incluse au document d'appel d'offres.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de la Direction des contrats de l'Hydro-Québec sont admises à soumissionner. L'Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

Le secrétaire
M.-A. DEMERS

AVIS
DEUXIEME PUBLICATION
AVIS EST PAR LES PRESENTES DONNE que Monsieur Pierre Laplante demeurant à Port-Cartier, comté Duplessis au 34, rue Des Sorbiers, s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir l'émission du permis spécial suivant:
Transport restreint
Service local
Port-Cartier et tous les endroits situés sur une distance ne dépassant pas 5 milles des limites de ladite ville.
Pour le transport et la livraison de:
— commandes de papeterie;
— mets préparés;
— commandes de produits pharmaceutiques;
— linge nettoyé;
— pièces d'automobiles.
Toute personne intéressée peut faire opposition dans les 5 jours qui suivent la date de la troisième parution du présent avis dans les journaux.

AVIS
TROISIEME PUBLICATION
Prenez avis que L. THIBODEAU TRANSPORT INC. s'adressera à la Commission des Transports du Québec afin d'obtenir l'autorisation au transfert des clauses a) et e) du permis numéro 2701-V de Babtist Transportation Limited. Tout intéressé peut s'opposer à la présente demande dans les 5 jours qui suivent la date de la troisième parution du présent avis dans le journal Le Soleil.
JACQUES LANGLOIS
FLYNN RIVARD & ASSOCIES
PROCEUREURS DU REQUERANT

20% de moins que le prix ordinaire jusqu'au 23 octobre



Dual Steel Gripper Radial
Carcasse radiale à double ceinture d'acier

Winter Cleat SLP
Ceinturé ou 4 plis en biais

Ceinturé 780
antidérapant

Les pneus Général... le genre de pneus qu'on pose puis qu'on oublie pour l'hiver



Monsieur MUFFLER

572, boul. Hamel, Québec • Téléphone 529-8121
3105, rue Hochelaga, Sainte-Foy • Téléphone 658-4645

Rappel

aux détenteurs d'obligations 9 1/4 % du Gouvernement du Canada échéant le 1^{er} février 1977

Vous n'avez que jusqu'au **lundi 1^{er} novembre 1976** pour vous prévaloir de l'offre d'échange contre une valeur nominale égale

d'obligations 9 1/4 % du Gouvernement du Canada non remboursables par anticipation échéant le 1^{er} février 1982

Les obligations sont échangeables à n'importe quelle agence de la Banque du Canada, au plus tard le **lundi 1^{er} novembre 1976**.
Si vous avez besoin d'aide ou si vous désirez de plus amples renseignements concernant cet échange, consultez sans tarder votre courtier en valeurs mobilières, votre banque ou votre conseiller financier.

Finances Finance

• MAINTENANT 5 PHARMACIES A VOTRE SERVICE •

DEPUIS 1855 ENCORE EN 1976

LA PHARMACIE

brunet

ENR.



est à votre service avec les meilleurs prix de **TOUS LES JOURS**

 <p>PARAMETTES multivitaminés avec fer</p> <p>Sirop 20 oz SUGG. 4.95 SUR PLACE 2.59</p> <p>JR 100's SUGG. 5.25 SUR PLACE 2.59</p> <p>Bonbons 100's SUGG. 5.00 SUR PLACE 2.59</p> <p>Comprimés 125 SUGG. 6.25 SUR PLACE 3.19</p>	 <p>CEPACOL 22 oz, gargarisme antiseptique</p> <p>SUGG. 2.60 PRIX brunet 1.59 SUR PLACE 1.49</p>	 <p>DIMETAPP EXT. en 30's</p> <p>SUGG. 4.93 PRIX brunet 2.79 SUR PLACE 2.39 Cette semaine seulement</p>	 <p>POLIDENT en 66's comprimés pour nettoyer les dents</p> <p>SUGG. 2.09 PRIX brunet 1.49 Cette semaine seulement</p>
 <p>AGAROL 16 oz, laxatif pour toute la famille</p> <p>SUGG. 2.34 PRIX brunet 1.59 SUR PLACE 1.49</p>	 <p>CREO-RECTAL 10 supp. adulte toux, bronchite, rhume</p> <p>SUGG. 3.34 PRIX brunet 2.29 SUR PLACE 1.89</p>	 <p>I.D.M. expectorant, 8 oz asthme, bronchite</p> <p>SUGG. 6.00 PRIX brunet 3.59 SUR PLACE 3.79</p>	 <p>SHAMPOO LANDER bébé, 500 ml</p> <p>SUGG. 1.25 PRIX brunet .89</p>
 <p>ASEPTIA eau limonade purgative 285 ml</p> <p>SUGG. 1.10 PRIX brunet .69 SUR PLACE 1.29 Cette semaine seulement</p>	 <p>EAU CANAQUA (cse de 6 + 68 oz)</p> <p>SUGG. .45 ch. PRIX brunet 2.94 cse SUR PLACE 2.83 Cette semaine seulement</p>	<p>LISTERINE</p>  <p>300 ml, dentifrice 4 tubes de 73 ml SUGG. 2.80 PRIX brunet 1.59 SUR PLACE 1.59</p>	 <p>STREPSILS rég. ou miel et citron en 24's</p> <p>SUGG. 1.69 PRIX brunet 1.09 SUR PLACE .99 Cette semaine seulement</p>
 <p>BLUE-JAY pansements pour les cors</p> <p>SUGG. 0.69 PRIX brunet 0.45 SUR PLACE 2/79</p>	 <p>ENTROPHEN 10 grains 100 comprimés maux de tête</p> <p>SUGG. 4.75 PRIX brunet 2.59 SUR PLACE 2.59</p>	<p>NOXZEMA</p>  <p>désodorisant 10 oz vaporisateur aérosol SUGG. 2.09 PRIX brunet 1.19</p>	 <p>HUMIDIFICATEUR</p> <p>DEVILBISS no 270 SUGG. 24.95 PRIX brunet 14.79 SUR PLACE 13.99</p>
 <p>CALGON bain-mousse ou huile de bain 16 oz ou 454 gr</p> <p>SUGG. 2.19 PRIX brunet 1.83 SUR PLACE 1.69</p>	 <p>HERBAL ESSENCE shampoo 12 oz de Clairal</p> <p>SUGG. 2.65 PRIX brunet 1.59 SUR PLACE 1.59</p>	 <p>OCEAN bain-mousse 25 bains</p> <p>SUGG. 4.50 PRIX brunet 2.49 SUR PLACE 2.29</p>	 <p>VASELINE soins intensifs, régulier ou herbal, 400 ml</p> <p>SUGG. 2.29 PRIX brunet 1.59 SUR PLACE 1.49</p>
 <p>ANTIPHLOGISTINE RUB 4.5 onces SUGG. 3.35 PRIX brunet 2.19</p> <p>SUR PLACE 1.99 Cette semaine seulement</p>	 <p>ORNADÉ spansules en 24's ou sirop 225 ml, DM 225 ml expectorant 225 ml</p> <p>SUGG. 4.29 PRIX brunet 3.19 SUR PLACE 2.69</p>	 <p>VASELINE 16 onces gelée de pétrole</p> <p>SUGG. 2.03 PRIX brunet 1.49</p>	

CES PRIX SONT EN VIGUEUR JUSQU'AU 30 OCTOBRE 1976

Willie Brunet, M.D. - Propriétaire

Henri Brunet, L.Ph. Propriétaire

CARREFOUR CHARLESBOURG
623-1504

PLACE MONT-MARIE LEVIS-LAUZON
837-9363

PLACE LAURIER Ste-FOY
656-1712

MAIL St-ROCH QUEBEC
529-5741

PLACE L'ORMIERE NEUFCHATEL
842-9221